



« On est tous touchés », ça veut dire quoi?

Quand les fonctionnaires du gouvernement fédéral perdent leur emploi, ils ne sont pas les seuls à être touchés. Leur famille, qui doit composer avec la perte d'un revenu stable, est forcée de moins dépenser, que ce soit pour se nourrir ou pour s'instruire par exemple. Les Canadiens ont plus de difficulté à avoir accès aux services dont ils ont besoin, et parfois, c'est seulement lorsqu'un programme est éliminé qu'ils s'en aperçoivent. Quand le gouvernement ferme des bureaux, l'économie locale en souffre, les petites entreprises perdent leur clientèle. L'économie nationale aussi en subit les conséquences, car lorsqu'il y a des pertes d'emplois dans la fonction publique, il y en a aussi dans le secteur privé.

Mais le gouvernement affirme que les services de première ligne ne seront pas touchés!

Le gouvernement refuse d'en parler, mais il coupe plusieurs services dont la population dépend. En voici quelques exemples.

- Les inspecteurs et inspectrices des aliments veillent à notre santé à tous. Plutôt que de renforcer les règlements en matière de salubrité des aliments, le gouvernement réduit son financement et supprime des postes d'inspection de première ligne. Il coupe également un programme de surveillance et d'inspection des aliments importés, élimine le programme de vérification de l'étiquetage alimentaire et met un terme au programme de surveillance de l'exactitude des étiquettes apposées sur les viandes avant quelles se retrouvent dans les comptoirs des épiceries.
- En fermant les centres de recherche et de sauvetage de Québec, de St. John's et de Vancouver, le gouvernement n'hésite pas à mettre en péril la vie des citoyens qui vivent et qui travaillent le long des côtes.
- Même avant les coupes budgétaires de cette année, les personnes âgées devaient patienter très longtemps avant que soit traitée leur demande de pension de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti. Elles avaient aussi beaucoup de difficulté à joindre quelqu'un par téléphone pour obtenir de l'aide. Maintenant que le gouvernement a décidé d'abolir des centaines d'autres postes à Service Canada, encore plus de gens seront dans cette situation.
- Les anciens combattants n'ont plus accès aux services qu'ils méritent et dont ils ont besoin. Le gouvernement a décidé de fermer neuf bureaux régionaux d'Anciens Combattants Canada où on offre un service direct à la clientèle. À l'Île-du-Prince-Édouard, par exemple, les anciens combattants perdent leur seul centre de service et devront se rendre à Saint John, au Nouveau-Brunswick, pour obtenir de l'aide. Les quatre heures de route à parcourir pour s'y rendre constituent un obstacle de taille pour les anciens combattants aux prises avec des problèmes de santé.

- Tous les Canadiens souhaitent pouvoir se déplacer de façon sécuritaire. Il est donc essentiel d'assurer la sécurité des espaces aériens tout comme celle des voies navigables, des voies ferrées et des routes. Pourtant, le gouvernement réduit le budget de Transport Canada plus de 10 % alors que les réductions précédentes avaient déjà diminué considérablement la surveillance en matière de sécurité et l'inspection des aéronefs.
- La réduction des services de protection de l'environnement et les modifications apportées à la réglementation auront des conséquences importantes sur la qualité de l'air, les stocks de poissons et bien d'autres choses. Et cela touchera tout le monde, y compris les prochaines générations.
- La sécurité aux frontières est aussi compromise. Le gouvernement supprime des centaines de postes d'agents en civil qui, en collaboration avec les forces policières, font de la surveillance électronique et physique ainsi que des perquisitions et des saisies. Il éliminera aussi des centaines de postes d'officiers régionaux du renseignement, qui sont chargés de la surveillance des substances dangereuses et illégales à nos frontières de même que dans les ports et les aéroports.

Le gouvernement cherche tout simplement à rationaliser les services administratifs, n'est-ce pas?

Les services administratifs sont la charpente des services publics. En les réduisant, le gouvernement prive la population de services essentiels. Par exemple, les gens attendent beaucoup plus longtemps pour recevoir leurs prestations d'assurance-emploi parce que les services administratifs ont été réduits dans les centres de traitement des demandes de prestations, dont le nombre est passé de 120 à 19.

En matière d'immigration, la réduction des services administratifs aura un impact terrible sur plus de 280 000 candidats au Programme des travailleurs qualifiés, qui verront leurs dossiers fermés sans véritable justification.

Les services administratifs sont essentiels au bon fonctionnement de l'appareil gouvernemental. Ils permettent aux Canadiennes et aux Canadiens d'avoir un accès rapide aux services dont ils besoin.

Combien d'emplois sont touchés?

Le gouvernement parle de 19 200 emplois. Mais quand on y ajoute tous les emplois perdus dans la foulée des compressions budgétaires antérieures, ce sont plutôt 35 200 emplois qui seront coupés dans la fonction publique fédérale d'ici 2015.

En plus des emplois dans la fonction publique, environ 37 000 postes seront touchés chez les sous-traitants et dans les organisations qui dépendent du financement public, y compris les sociétés d'État comme Radio-Canada.

Et ces chiffres ne tiennent pas compte des milliers d'employés temporaires qui perdront leur emploi sans préavis, ni appui transitoire. En 2010, le gouvernement fédéral en employait 26 000. Plusieurs d'entre eux sont des jeunes, un groupe démographique qui doit déjà composer avec un taux de chômage élevé (19,7 %).

Pourquoi prétendez-vous que ces compressions feront du tort à l'économie?

Les gens qui perdent leur emploi sont des clients de petites et de moyennes entreprises. La perte de plus de 70 000 emplois dans le secteur public fédéral aura inévitablement de graves conséquences sur l'économie locale.

Des économistes estiment que ces compressions budgétaires toucheront des dizaines de milliers de travailleuses et travailleurs du secteur privé : commis-vendeuses, travailleurs de la construction, chefs et serveurs, comptables, architectes, chauffeurs de taxi et coiffeuses.

Dans plusieurs petites collectivités, les emplois de la fonction publique fédérale représentent une partie importante de l'économie locale et de l'assiette fiscale municipale. Quand ces emplois sont éliminés et que les gens doivent déménager, c'est tout le monde qui est touché.